

"Les perspectives de l'économie française et la situation des finances publiques"

Anne-Laure DELATTE
CNRS, Université Dauphine PSL

Quel rythme d'ajustement est exigé par les règles européennes?

- Le déficit structurel primaire est égal à 3,6% du PIB (prév PLF 2025)

Règles européennes:

- Réduire le déficit primaire structurel à 0,8% du PIB
- Garde-fou du déficit + Garde-fou de la dette imposent un rythme minimum
- Ajustement à réaliser en 7 ans maximum

→ Effort structurel autour de 0,6 pts de PIB (Source: [Avant-garde](#) avec [méthodo Bruegel](#))

Quel rythme d'ajustement prévu par le PLF 2025? Les enjeux

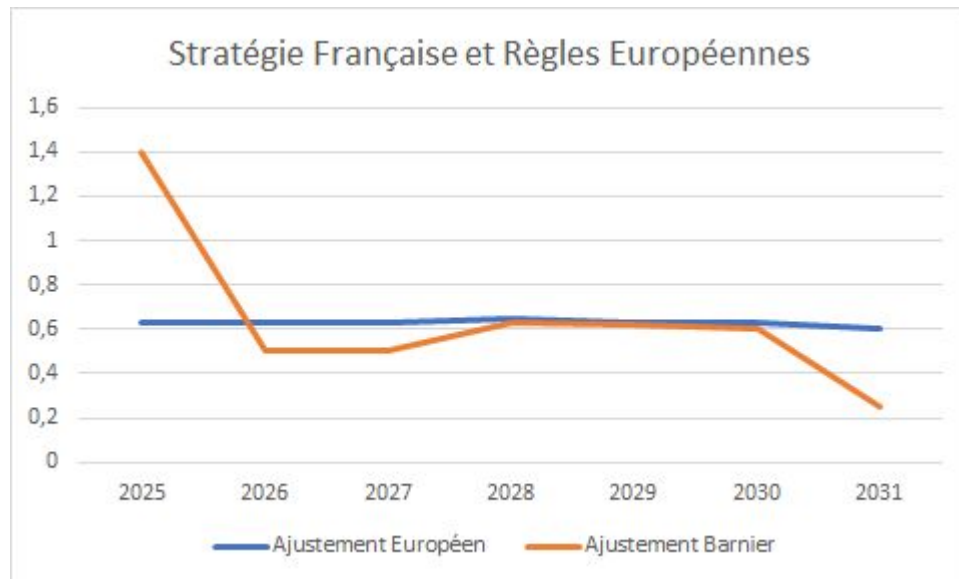
1,4 pts de PIB en 2025 puis 0,5 et 0.6 pts de PIB par an et 0.25 pts en 2031

Justification:

- Dégager des marges de manoeuvre avant la prochaine crise
- Signal aux investisseurs
- Signal politique

Risques:

- Ajustement cumulé > à ce qui est nécessaire (entre 2 et 27 Mds)
- Coût social des effets récessifs (emplois)
- Rater la cible (paradoxalement, les plans d'économies augmentent l'endettement à court terme, du fait des effets récessifs)



Paradoxe : effet récessif des plans d'économies publiques

Lorsque les administrations publiques font des économies, elles réduisent la demande dans l'économie, ce qui diminue le PIB

Un plan d'économies réduit l'activité économique les années suivantes

Deux implications importantes pour la politique budgétaire:

- Effet sur les recettes : Moins d'activité → Moins de recettes

Ex: Économies de dépenses de 10 mds réduit l'activité de 7,8 mds et entraîne une "évaporation" de 4,4 mds → pour 10 mds d'effort, le déficit primaire baisse de 5,6 mds (et suppression de 15 000 emplois)

- Effet ratio: Moins d'activité augmente les 2 ratios dette/PIB et déficit/PIB.

Ex: Déficit passe de 50 à 44,4 mds, dette de 1000 à 1044 mds, PIB de 1000 à 1006 mds, le ratio augmente

→ Le déficit va baisser moins que les économies réalisées, le chômage va augmenter et à court terme la dette risque d'augmenter

Prévisions: le PLF 2025 initial

Baisse de dépenses publiques
de 12 Mds

Augmentation des PO de 30
Mds dont:

- IS sur les grands groupes
- Réduction des exonérations
- IR sur les hauts revenus
- TICFE

Les impulsions budgétaires du projet de budget 2025

Mesures du PLF 2025 documentées publiquement et traduites en impulsions budgétaires en euros et en pourcentage de PIB

	En Mds d'euros	En % du PIB
Dépenses publiques génériques	- 12	- 0,4
Prélèvements	30	1,0
Impôts sur les sociétés	8,5	0,3
Cotisations sociales des employeurs	4	0,1
Impôts sur le revenu	2	0,1
Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité	7	0,2
Reste	8,5	0,3
Total Économies	- 42	1,4

Prévisions: les multiplicateurs des mesures d'ajustement

Modèle macro de l'économie française développé par le Trésor et l'INSEE

Baisse de revenu des ménages, carnet de commandes entreprises affectés par moindre consommation des ménages (effet indirect) et de l'Etat (effet direct)

Effet augmente dans le temps car la baisse de la demande est progressive

Les effets augmentent pendant 5 ans selon le modèle

Les multiplicateurs utilisés pour simuler les effets des mesures sur la croissance

Multiplicateurs utilisés sur le PIB pour simuler les impulsions budgétaires en année 2025 et 2026

	Année 1	Année 2
Dépense publique générique	0,78	1,06
Impôts sur les sociétés	- 0,2	- 0,3
Cotisations sociales des employeurs	- 0,2	- 0,55
Impôts sur le revenu	- 0,41	- 0,83
TVA (pour Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité)	- 0,32	- 0,66
Moyenne Multi Impôts	- 0,3	- 0,6

Source : BARDAJI et al. 2017 et OFCE, Policy Brief 25

Prévisions des effets macroéconomiques

Le PIB en 2025 augmente moins que prévu: au lieu de 1,2 %, la croissance serait de 0,6%

Les recettes augmentent moins que prévu: dégradation de 0,3 pt p/r au scénario sans ajustement

Au total, pour 42 Mds d'économies, le déficit primaire baisse de 32 Mds

Dettes publiques passe de 113 à 114,8% PIB

Les effets récessifs s'accroissent en 2026

Prévisions en ligne avec OFCE (-0,8 pts)

Effets macroéconomiques de l'impulsion budgétaire et fiscale et variation du solde primaire

	2025	2026
Dépense publique générique	- 0,3	- 0,7
Impôts sur les sociétés	- 0,1	- 0,1
Cotisations sociales des employeurs	0,0	- 0,1
Impôts sur le revenu	0,0	- 0,1
Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité	- 0,1	- 0,2
Reste	- 0,1	- 0,2
Effet total sur le PIB	- 0,6	- 1,5
Variation du Solde primaire (cyclique)	0,3	0,9
Variation du solde primaire (structurel)	- 1,4	
Variation du solde primaire (totale)	- 1,07	- 0,20

Conclusion: les enjeux

Dans le cas français, les mesures des économies doivent se prolonger pendant 7 ans → les effets récessifs vont s'installer dans la durée

Risque d'une **divergence beaucoup plus marquée des ratios d'endettement**

Risque d'une fatigue budgétaire

Une réduction du déficit plus progressive semble moins risquée

Attention à l'effet très recessif des réductions de dépenses publiques p/r aux augmentations de prélèvements